

*Anti-inflation—Loi*

gné d'inflation. Nous avons présenté des propositions constructives, tant sur le plan intérieur qu'international, pour faire face à ce dilemme. La presse ne nous a prêté aucune attention. C'était un sujet nouveau. Nos chefs et nos hauts fonctionnaires nous ont dit pendant des années que nous devions échanger le chômage contre l'inflation. Je ferai simplement remarquer que ce dont nous souffrons aujourd'hui n'est pas nouveau.

Je n'ai pas l'intention de consacrer tout le temps qui m'est dévolu à donner des leçons d'histoire à la Chambre. Cependant, si on remonte à mille ans dans le temps, on constate que c'est la quatrième fois que nous sommes aux prises avec ce problème. Ceux d'entre nous qui ont la moindre notion d'histoire savent qu'au haut Moyen-Âge, il n'y avait aucun progrès. Lorsque cette période d'obscurantisme profond a commencé à s'éclairer, les moines et les prêtres sortirent de leur monastère et de leur église pour apporter la science et les connaissances des Anciens. Ils enseignèrent aux gens à produire davantage en nourrissant les animaux et en créant des pâturages.

Ce fut la révolution agraire. Elle s'étendit à toute l'Europe, grâce à la connaissance qui avait été emprisonnée un millénaire dans les églises fermées au monde extérieur. Les agriculteurs de l'Occident se prévalurent de cette connaissance. Ils nourrirent leurs animaux et cultivèrent leurs céréales. La production augmenta considérablement, ce qui causa une hausse des prix. Comme la production était élevée par rapport aux normes de naguère, il y eut du chômage.

Les députés se rappellent sûrement l'époque de la révolution paysanne, et les cent ans qui suivirent. Nous apprenons cela dans nos manuels d'histoire. Il est possible que certains ne s'en souviennent pas parce que depuis quelques décennies, l'histoire n'est plus au programme. Les prix ont quadruplé au cours de la révolution agraire, puis sont restés stables pendant 300 ans. Il suffit de relire notre histoire pour apprendre à régler ce genre de problème. Ce n'est pas un phénomène nouveau.

Enjambons 200 ou 300 ans pour en arriver à ce qu'on appelle la révolution commerciale ou bancaire. On a alors découvert que l'on pouvait remplacer le troc par du papier monnaie. Partout dans le monde, les échanges s'en sont trouvés simplifiés. Partout, le niveau de vie s'est amélioré. Les prix ont commencé à monter à la suite de ce nouveau phénomène de redistribution des richesses grâce au papier monnaie et le monde a enregistré de nouveaux progrès. Après cela, il y eut encore une longue période de stabilité des prix de 100 ans.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y a eu la révolution industrielle. Ce fut rapide et décisif. Les prix ont encore doublé pour ensuite se stabiliser pendant 100 ans, voire diminuer. Au début sévissait le chômage et les prix étaient élevés comme aujourd'hui.

Considérons l'histoire de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne avec toutes ses époques. L'histoire nous enseigne des leçons que personne ici ne devrait ignorer. La situation qui existe aujourd'hui n'est pas unique au Canada. Elle se répète partout dans le monde. Si on y réfléchit un instant, nous en comprenons le sens.

Quand les peuples commencent à manquer de nourriture, ils ne se laissent plus mourir. Ils en réclament. Les gens disposent de la radio et de la télévision. Ils n'acceptent plus les mauvaises conditions d'existence comme auparavant. Ils veulent ces choses et les veulent tout de suite non pas dans 100 ans.

Dans les pays communistes ou dans les pays sous-développés de l'Afrique ou de l'Asie, la révolution sociale fait son chemin. Deux milliards de personnes réclament des aliments, un toit et une sécurité raisonnable pour l'avenir et la vieillesse. Telle est la révolution sociale de notre temps.

Ceux qui affirment qu'il faut en arriver à une croissance nulle et qu'il faut laisser ces peuples dans la pauvreté pendant encore des centaines d'années, ignorent les leçons de l'histoire. Une fois que les gens savent ce que c'est que d'avoir de quoi manger, comme pendant la révolution agraire du début des XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, ils veulent manger. Une fois qu'ils savent ce que c'est que d'échanger des produits entre eux d'une façon qui profite à tout le monde, ils en veulent davantage. C'est encore vrai aujourd'hui. Ce ne sont pas seulement les Canadiens qui veulent l'assurance-hospitalisation, l'assurance-santé et un foyer. Tous les hommes veulent la même chose.

Je n'ai pas parlé du déclin de l'empire romain, mais la situation était identique. J'ai parlé seulement du dernier millénaire. Nous devons demander aux fonctionnaires supérieurs qui ont contrôlé les pays occidentaux ces trente dernières années de relâcher leur prise et de renoncer à leur désir de nous contrôler et de nous restreindre.

Il doit certainement y avoir un contrôle sélectif, parce qu'il y a de mauvais sujets. Le principal, c'est de supprimer les contrôles. Ce n'est pas simplement de la justice approximative, selon l'expression employée par le député de Halifax (M. Stanfield). C'est de la justice approximative, mais il faut songer à ce qu'elle représente pour ceux dont le revenu a baissé de 40 p. 100 en deux ans. C'est alors qu'on voit ce que signifie la justice approximative.

Je fais appel non seulement à la raison, mais aussi aux sentiments. Il faut supprimer les contrôles. Il nous faut adopter une attitude positive et constructive et nous atteler à la tâche que nous devons accomplir en cette époque de révolution sociale mondiale.

Je pose donc les questions suivantes. Peut-on mettre fin à la hausse des prix et au chômage? Bien entendu, la réponse est oui. Comment pouvons-nous nous adapter à la hausse des prix et au chômage? C'est la question à laquelle nous devrions réfléchir. Comment pouvons-nous nous y adapter équitablement afin que tous en supportent le fardeau et non pas simplement quelques-uns?

Dans les discours que je prononce depuis 12 ans, j'essaie de consigner au compte rendu des propositions constructives afin de résoudre tous ces problèmes, parce que la situation n'est pas nouvelle. La hausse des prix n'a pas commencé en 1973. Les prix ont simplement commencé à augmenter à un rythme accéléré en 1973. Les prix augmentent depuis des années, surtout depuis 1954.

## ● (2020)

Prenons les frais du gouvernement. Qu'entendons-nous par là? Pour la plupart des gens, il s'agit des traitements versés au personnel employé à la Chambre des communes ou aux fonctionnaires qui travaillent à Ottawa ou dans les organismes fédéraux un peu partout dans le pays. Cela ne représente en fait qu'une infime partie des frais du gouvernement. La majorité des frais, à l'heure actuelle, sont dus aux services sociaux, que nous désirons tous et qu'aucun d'entre nous ne veut perdre. Nous n'avons jamais pensé que la seule façon de les payer, c'est d'augmenter les prix. Devant cet état de choses, on